

Une chaire pour étudier les effets économiques du déclin démographique

DIANE TREMBLAY
Le Journal de Québec

Le Québec vit déjà l'effet des changements démographiques, mais pour en mesurer l'ampleur et répondre à ce défi, l'UQAM et l'Université Laval ont lancé hier la toute première chaire d'études sur les enjeux économiques qui y sont associés.

«De multiples impacts ont déjà commencé à se faire sentir. Les enjeux économiques qui en découlent occupent une place de plus en plus importante dans notre vie privée et sociale», a déclaré Jean-Yves Duclos, cotitulaire de la Chaire de recherche Industrielle Alliance sur les enjeux économiques des changements démographiques.

Selon lui, les dépenses en soins de santé représenteront le plus grand défi de gestion des finances publiques au cours des prochaines années.

Faut-il le rappeler? Après le Japon, c'est au Québec que le vieillissement de la population se fait sentir le plus rapidement. La Chaire permettra donc d'identifier des solutions qui pourront guider les pouvoirs publics et les organisations privées.

«On doit aller de l'avant avec une réforme, car les temps ont changé. L'espérance de vie est 10 ans plus élevée que lorsque nous avons mis sur pied plusieurs de ces régimes. On ne peut pas balayer sous le tapis les problèmes», a fait part Clément Gignac, vice-président principal d'Industrielle Alliance.

PLUS DE RETRAITÉS

Les prochaines années seront marquées par une hausse importante des retraités au Québec, et leurs remplaçants sur le marché du travail seront moins nombreux pour financer un plus grand nombre de prestataires.

«Nous ne pouvons pas toujours augmenter le taux de cotisation sans qu'il y ait de conséquences sur le revenu disponible et notre compétitivité comme société», a ajouté de son côté Denys Jean, président-directeur général de la Régie des rentes du Québec (RRQ).

La RRQ fournit 25 % du revenu à 1,7 million de rentiers au Québec, ce qui représente un milliard de dollars par mois versés dans l'économie du Québec.

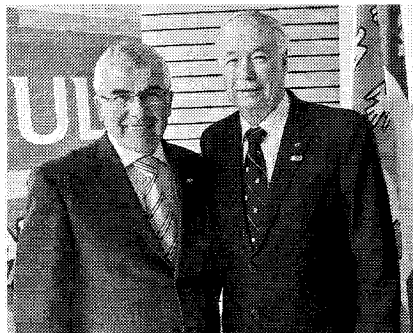


PHOTO DANIEL MALLARD

Clément Gignac, vice-président principal d'Industrielle Alliance, et Denis Brière, recteur de l'Université Laval.

